

Enbata

Déclaration d'ELA

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
5 mai 2011
n° 2177
1,30 €



Seaska dans la rue





28^{ème} Herri Urrats

DIMANCHE prochain 8 mai, comme chaque deuxième dimanche de mai depuis 1984, tous ceux et celles qui se soucient du devenir de l'euskara, se retrouveront autour du lac de Senpere pour cette 28^{ème} édition de Herri Urrats. Journée emblématique, expression déterminée et festive de l'attachement de tout un peuple à sa langue, que beaucoup ne manqueraient sous aucun prétexte.

Herri Urrats a connu des années grandioses, d'autres un peu moins fastes. L'année dernière, en raison du temps et aussi sans doute des difficultés économiques qui frappent de plus en plus de gens, fut une de celles-là. La participation d'Hegoalde qui, pendant deux décennies, a assuré le succès populaire et économique de la journée, a baissé. Une génération militante, qui a porté à bouts de bras le développement des ikastolas du Sud, a été, deux décennies durant, l'artisan de la réussite de Herri Urrats. Ces dernières années, Iparralde prend peu à peu le relais.

Tous ces pas faits autour du lac en un quart de siècle, d'abord par les militants de l'euskara, puis par des gens d'horizons divers, sont symboliques du chemin parcouru par une société basque frileuse, parce qu'aliénée, vers l'acceptation de sa propre langue comme langue d'enseignement. De l'intérêt prudent à l'adhésion déterminée, cette prise de conscience a finalement entraîné la conversion d'un certain nombre d'élus. Jamais, en 1984 et même bien après, les élus locaux de droite ou de gauche n'auraient participé à ce qu'ils considéraient comme un rassemblement de séparatistes ou de terroristes. Jamais, on n'aurait croisé autour du lac un quelconque responsable de l'Education nationale française.

Dans les années 80, la prévention des pouvoirs publics envers les ikastola était aussi forte que dans la décennie précédente, marquée par les attaques frontales de triste mémoire: l'interdiction par l'inspecteur d'académie Henri Mazurie, en septembre 1977, de l'ikastola de Saint-Palais, pour «*imprécision des intentions pédagogiques dans l'enseignement du français*» (il faudra l'imposante manifestation, la première de cette importance en défense des ikastola, le 1er octobre à Bayonne, pour faire plier l'éducation nationale), la haine aux forts relents racistes, manifestée devant le Biltzar des maires du Labourd en novembre de cette même année 1977 par le préfet Monfraix dans son attaque du président de Seaska, Jean-Pierre Seilliez, «*né à Arras, ce n'est pas à partir de mauvais Français qu'on fera jamais de bons Basques*», l'interdiction du match de football Nantes Saint-Sébastien

en faveur de Seaska, le 6 août 1979, qui donna lieu à une manifestation d'une violence inégalée, toutes ces agressions manifestaient la totale incompréhension des représentants de l'Etat jacobin devant la volonté des basques de préserver leur langue.

C'est pourquoi, en 1984, peu de gens imaginaient que, dix ans plus tard, Seaska signerait son premier contrat d'association avec l'Education nationale sous le ministère de François Bayrou; ce contrat qui rassurait et épaulait les parents qui, depuis l'ouverture de la première ikastola par Argitxu Noblia en 1969, assuraient l'intégralité du financement de la scolarisation en immersion de leurs enfants; ce contrat qui normalisait l'enseignement en euskara, au point que, à partir de cette date, les effectifs croissaient à un rythme jamais atteint jusque-là.

Dès lors, loi Falloux ou pas, des municipalités acceptaient de financer la construction de nouvelles ikastola et Conseil général et régional apportaient leur contribution pour les collèges et les lycées. Les derniers exemples en date en disent long sur la normalisation des relations des ikastola avec les collectivités. Le Conseil général apporte deux millions d'euros pour la construction du siège de Seaska à Cambo. La ville de Biarritz propose un terrain pour la construction d'un lycée d'enseignement général et technique qui épaulerait celui de Bayonne. La Région envisage de participer à son financement.

Certes, la politique de suppression tous azimuts de postes d'enseignants par le gouvernement de Sarkozy, impacte fortement Seaska et met en péril son équilibre financier. Les défenseurs de l'enseignement de l'euskara en immersion, ont d'ailleurs, pour la première fois depuis longtemps, battu le pavé bayonnais samedi dernier pour rappeler le gouvernement à ses engagements. Il n'en reste pas moins que le chemin parcouru en 30 ans est immense.

En Iparralde, la population augmente fortement et le nombre de bascophones diminue dramatiquement. On imagine sans peine quelle serait aujourd'hui la situation de l'euskara, privé de tout statut officiel, si l'immense effort des militants de la langue n'avait permis de ralentir son déclin et laisser entrevoir une inflexion prochaine de la courbe mortelle. Herri Urrats aura permis de faire un pas déterminant vers l'acceptation de l'euskara par son propre territoire. L'histoire retiendra aussi que le rassemblement du deuxième dimanche de mai autour du lac de Senpere aura été une contribution essentielle à sa survie en Iparralde.

Denak Senpererat igandean.

Juztiziaren itxura, mendekuaren gustua

ASTELEHEN huntako berri nagusia izan da Ben Ladenen hiltzea. Egun guzian telebista, egunkari, irriati desberdinek zabaldu dute modu guzietan, munduan zehar xerkatuena zen gizonaren heriotza. Amerikar komando batek eraman du operazioa eta hamar urteko bilaketa bukatu da tiroketa batez Abbottabad herrian, Pakistaniko hiri nagusia den Izlamabadetik lauogei kilometroetan. Nehork xerkatzen ez zuen leku batean. Alta, miliarka kontatzen ahal dira xahutuak izan diren dolarrak helburu horren lortzeko. Terrorismoaren sinboloa bilakatua zen Oussama Ben Laden, World Trade Center-eko eraikinen kontrako atentatuen ondotik. 2001eko irailaren 11an, Al Kaidak Estatu Batuetan inoiz egin duen eraso handiena egin zuen, 3.000 pertsona inguru hil zituen. Oussama Ben Ladeni leporatua izan zitzaion erantzukizuna. Zenbait egun berantago bideo baten bidez, Ben Laden bera agertu zen irailaren 11an, gertatuta-

koagatik pozik, eta gerla santura dei egin zuen. Geroztik gor-detzen zen. Xehetasun gutti jakinak izan dira operazioari buruz, berrogei minutuko operazio bat iduriz, amerikar gerla filma batean bezala. Sylvester Stalonen Rambo filmetan bezala. Gauaz, helikoptero batzuetatik salto eginez, «*super*»-soldado batzuek justizia egiten dute. Gaixoak hiltzen dituzte eta sartzan dira Estatu Batuetarat iduzkia altxatzen delarik itsaso gainean.

Euskal Herrian, tenore berean, Espainiako Auzitegi Gorenak, Bildu koalizioiko zerranda guztiak baliogabetzen zituen. Egun osoko eztabaidaren ondoren, 14 oren diotenaren arabera, 9 epailek ezeztatu dute Bildu koalizioak hauteskundeetan parte hartzeko eskubidea. Bertze 6 epailek, neurri horren kontra bozkatu dute eta batek erdibideko erabaki baten alde azal-

(Azken orrialdean segida)



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

La politique de la tête sous l'eau

● Peio Etcheverry-Ainchart

C A y est, le verdict du tribunal suprême espagnol est tombé au sujet des listes déposées sous le sigle «*Bildu*» en vue des prochaines élections en Hegoalde. Si l'on pouvait alimenter quelque espoir sur une évolution favorable de la situation politique en Hegoalde, le fait est qu'on tombe de haut.

Un problème judiciaire?

À la lumière de la décision rendue par le tribunal, il me semble pourtant qu'espoir il ne fallait justement point trop avoir, car le problème dans le cas présent était judiciaire plus que politique. Bien sûr, la majeure partie de la population est pour le moins dubitative devant le respect du principe de séparation des pouvoirs politique et judiciaire dans l'État espagnol; mais cette séparation eût-elle été réelle, je pense que la décision n'aurait pas pu être différente. La question posée au tribunal était en effet celle de savoir si ces listes étaient ou non liées à Batasuna, considéré comme organisation terroriste, et si tel était le cas, de les rendre illégales. Or, malgré toute contorsion rhétorique et autre exercice de communication, il faudrait être aveugle pour ne pas voir que «*Bildu*» est le dernier des nombreux avatars que Batasuna a créés pour tenter de pouvoir se présenter en toute virginité à des élections. Il est logique —et pour tout dire parfaitement légitime— d'essayer d'affirmer le contraire, mais il serait naïf de le croire comme il le serait naïf de penser que des juges pouvaient aussi l'avalier.

Évidemment, l'on pourrait se dire que Justice et politique en Espagne sont deux éléments d'une grande pièce de théâtre et que les juges auraient pu, sur intervention discrète du ministère de la Justice voire de l'Intérieur, faire semblant et légaliser tout ou partie de ces listes après avoir montré la fermeté d'usage devant «*Sortu*», cache-sexe précédent du même parti. Certes, le principe d'indépendance de la Justice en aurait pris encore un coup mais, sans lever de bien gros lièvre, c'est bien ce qui s'était déjà produit il y a quelques années... Cela pose donc la question de la gestion non pas judiciaire mais politique de la participation de Batasuna aux élections. Et si l'on se soucie de préserver au minimum la déontologie des magistrats en cherchant à éviter de leur forcer chaque fois la main, cela pose la question de la réforme de la loi des partis.

Un contexte nouveau

Il y a quelques années encore, on pouvait comprendre —à défaut de l'accepter— que le pouvoir central espagnol cherche à exclure Batasuna du jeu politique dans toutes ses dimensions, y compris électorale. ETA était actif, aucune perspective de résolution du conflit n'apparaissait, la parenthèse des négociations de Lolola n'avait représenté qu'un nouvel espoir déçu et la cohésion de la gauche abertzale «*officielle*» autour d'une stratégie politico-militaire ne semblait pas s'effriter. Aujourd'hui, une nouvelle trêve a été décrétée par ETA; on peut admettre que pour beaucoup, «*chat échaudé craigne l'eau froide*» mais personnellement j'ai envie d'y



croire. Mais surtout, c'est le discours de Batasuna qui a connu une révolution copernicienne, tant au sujet de l'organisation armée qu'au sujet de la voie à suivre vers la résolution du conflit, qui ne saurait désormais être que politique. Cette nouvelle posture a subi l'épreuve du feu, au figuré par des déclarations et prises de position diverses, comme au propre par la réaction à l'accrochage récent d'un commando avec la police française. D'aucuns y voient de la poudre aux yeux, mais une connaissance de la culture politique de la gauche abertzale ne permet pas de douter de l'importance cardinale du pas franchi.

Alors face à cette évolution, comment réagit Madrid? Le drame est que le conflit basque est tombé au stade de simple variable d'ajustement de la politique intérieure espagnole, et que les intérêts de sa résolution passent après ceux de la guéguerre PSOE-PP pour le pouvoir. Visiblement, tant pour l'un que pour l'autre, c'est la surenchère dans la fermeté qui prévaut. Car s'il est bien un enseignement que l'Histoire nous a donné durant des siècles de conflits, c'est bien le fait qu'une paix durable ne peut s'obtenir par l'intransigeance et l'humiliation. De la simple querelle de cour de récréation à la catastrophe du traité de Versailles de 1919, chacun sait qu'une telle attitude et le sentiment d'injustice qu'elle induit n'appellent que désir de revanche.

Réformer la loi des partis

Le tribunal suprême pouvait-il légaliser «*Bildu*»? N'étant pas juriste, je n'en sais rien. Mais je sais qu'un nœud du problème réside dans la volonté —celle-ci politique— de réformer le fondement législatif de ces décisions, donc la loi des partis. Quel que soit le contexte, cette loi est inique; on ne combat pas une tendance politique, même jugée anti-démocratique, par moins de démocratie. Mais dans le contexte actuel, a fortiori, comment penser que le maintien dans l'illégalité de Batasuna favorisera l'adhésion de ses membres à la nouvelle ligne politique? La situation actuelle donne un désagréable sentiment de volonté espagnole de mettre la tête sous l'eau à toute expression publique de Batasuna. En plus d'être un déni de démocratie, c'est un danger pour la recherche de la paix au Pays Basque.

●●● de l'engouement populaire suscité par la béatification de Jean-Paul II auprès de beaucoup de Français. Pourtant Wojtyła n'a pas fait tant de miracles que ça: il n'a même pas ressuscité Zitronne pour commenter la cérémonie.

●●● que le président du Sénat, Gérard Larcher, se rende à une réunion anti-éoliennes organisée au Touquet par Chasse, Pêche Nature et Traditions et des associations anti-éoliennes et pro-nucléaires soutenues par Giscard, Ollier et Alliot-Marie. Larcher n'est vraiment pas une flèche.

●●● et réjouit que pour sa première Transat en solitaire, l'angeluar Amaïur Alfaro se soit classé 14^{ème} de la course Bénodet-Martinique en 17 jours 7 heures 17 minutes et 10 secondes, à peine 24 heures derrière le vainqueur. Bon sang ne saurait mentir. Ca nous change d'un autre navigateur basque qui n'a jamais pu dépasser le bout de la digue de Tarnos.

●●● et étonné que Région et préfecture de Pau se refilent la patate chaude de la décision d'autoriser ou d'interdire l'exportation de nitrate d'ammonium, produit hautement dangereux, par le port de Bayonne. Le dossier est explosif, comme on disait à AZF.

●●● que l'inoxydable Jean-Pierre Destrade, apparemment bien remis des épreuves qu'il a traversées, se porte candidat aux sénatoriales de l'automne prochain. Pour se refaire une Santé?

●●● et réjouit que le préfet Cecdali mette un terme au projet de ferme photovoltaïque sur 20 ha de terres agricoles à Gabat auquel tout le monde s'opposait. Un préfet qui n'aime pas les ambiances électriques, c'est pas courant.

ELA Déclaration pour l'Aberrri Eguna 2011

A l'occasion de l'Aberrri Eguna, ELA, qui célèbre cette année son 100^{ème} anniversaire, veut saluer l'engagement militant de toutes les générations qui se sont succédées au service de la défense de conditions de vie et de travail dignes pour les travailleurs(es). Cet hommage intervient dans un contexte particulièrement difficile dans le monde du travail et des classes sociales les plus exposées. Le syndicat est fier du chemin parcouru mais, en même temps, conscient des défis immenses qui lui incombent, en tant que militants syndicaux et abertzale. Enbata publie cette semaine la première partie du document.

La crise —de nature et d'origine capitaliste— est utilisée pour imposer les mesures les plus antisociales jamais appliquées en Europe depuis la Seconde guerre mondiale. Enrayer le chômage n'est pas la priorité de la politique économique des gouvernements. Il ont décidé de procéder à des réductions drastiques des dépenses sociales

pour mettre d'immenses ressources publiques au service des pouvoirs économiques et financiers. Les épisodes des sauvetages de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal constituent une véritable honte, la confirmation de l'échec de l'Europe en tant que construction sociale.

Dans ces conditions, le refus d'entreprendre des réformes progressistes de la fiscalité et les coupes budgétaires et sociales que cela engendre —y compris de la part de nos institutions de gouvernement autonome—, tout cela rajouté à la réforme du code du travail, des retraites et à l'annonce de la négociation collective, forment un cadre politique et social extrêmement préoccupant.

Protégé par les pouvoirs publics, le patronat exige d'un côté que tout ce qui est susceptible de lui rapporter des bénéfices soit privatisé, et de l'autre, exerce chantages et menaces pour revoir à la baisse les conditions de travail dans les négociations collectives.

Ajoutons à cela le fameux Pacte pour la compétitivité de l'euro, authentique conjuration des gouvernements dans l'objectif d'aggraver en toute impunité les coupes sociales et autres contre-réformes. Sociaux-démocrates et conservateurs, que l'on distingue de moins en moins les uns des autres, partagent avec ferveur les politiques d'ajustements historiquement défendues par des institutions comme le FMI.

ELA veut tirer la sonnette d'alarme et exprimer sa préoccupation croissante sur les conséquences sociales que peut avoir à court comme à moyen terme, un taux aussi élevé de chômage en l'absence des nécessaires mécanismes de protection sociale. Entre autres conséquences, nous voulons notamment attirer l'attention sur les discours racistes et xénophobes, qui sortent du seul cadre privé et

“ELA croit qu’il est temps d’affirmer définitivement que seul le souverainisme offre des possibilités de succès, s’il est capable de rassembler démocratiquement pour affronter l’Etat et gagner la souveraineté.”

contaminent désormais l'expression des partis politiques. De surcroît, le fait que les institutions culpabilisent de plus en plus les bénéficiaires des aides sociales contribue grandement à donner du poids à de tels discours. C'est pourquoi ELA appelle à rejeter d'urgence ces manipulations qui ont pour seul but d'occulter l'origine de la crise et ses responsables, ainsi que l'injustice des mesures qui sont en train d'être prises. L'absence de références clairement de gauche apporte de l'oxygène au discours de l'extrême-droite.

Crise politique

La politique semble ainsi infléchie par les pouvoirs économiques et renonce à introduire des éléments d'équilibre et d'équité dans la gestion de la crise. La politique applaudit son propre discrédit lorsque, par exemple, elle défend la “nécessaire indépendance” des institutions qui devraient être régulatrices, ou quand elle justifie la privatisation des caisses d'épargne en alléguant des “critères de professionnalisme”. Loin de construire sa légitimité dans la défense du bien commun, cette politique cherche sa reconnaissance en faisant sienne les valeurs, le programme et la vision du capital. Par conséquent, sans contre-pouvoir —en maître quasi absolu des moyens de communication, de culture, de production et de consommation— le capital se pose en force autoritaire contre la souveraineté des peuples, contre leur droit à décider de façon démocratique et participative sur nombre de questions sociales, environnementales, économiques ou politiques qui les concernent et les affectent... Cette subordination du politique souligne les



Adolfo Muñoz
secrétaire général d'ELA



2011KO MAIATZAREN 5AN

JOSEBA KAMIO, KOMUNIKAZIO ENPRESABURU ADITUA

Erranek besteen gain eragiteko

“Herri mugimenduek goitik behera ezagutu beharko lituzkete marketinaren eskutik datozen ikuspegi eta estrategia operatiboen nondik norakoak”



Joseba Kamio (eskerrean), joan den Otsail Osteguneko hitzaldian

Otsailaren 3an Donapaleun izan nintzen hizketan euskalgintzaren komunikazio-estrategiei buruz, entzule-talde anitz baten aurrean, Zabalik Elkartean gonbidatuta. Baziren onespenean-keinuaz entzun zutenak eta baziren mesfidati entzun zutenak ere, denak adi eta txintxo.

Marketing hitzak herri mugimenduetan sortzen dituen desenfokeak saiheste aldera, merkaturatu eta gizarteratu berdinkide jotzeko eskaera egin nuen, baina ez dut uste halakorik lortu nuenik, hitzen ubideak lubaki izan daitezkeelako, entzulearen arabera, poesian bezala marketinean ere. Horixe da gure gaurko gaia: **marketina, komunikazioa, euskara eta euskalgintza.**

Marketinaren justifikazio ideologiko txo-roak alde batera utzita, iruditzen zait herri mugimenduek goitik behera ezagutu beharko lituzketela marketinaren eskutik datozen ikuspegi eta estrategia operatiboen nondik norakoak.

Hori horrela balitz aukera minimo bat izango lukete ulertzeko nondik datozkien erasoak, non-nola zulatu daitezke eta non-nola eraiki daitezke gure kausarako estrategia emankorrak.

Ez da hau gure errealitatea, zoritxarrez, eta aurreiritzi ideologikoen ukatu egiten digute gertatzen zaiguna ulertzeko aukera. Izan ere, herri mugimenduek pairatzen dituzten erasoak marketinean eta komunikazioan aditu direnen aholkuepean antolatzen dira. Une honetan, herri mugimenduen ohiko tresna analitikoak ez dira gai gertatzen zaigunaz argirik emateko.



“Il est important que les mouvements populaires aient des bonnes connaissances en communication et en marketing. Grâce à cela, ils pourront comprendre les stratégies utilisées contre eux, et auront un guide pratique pour passer à l'action !”

Marketina oso azkarra izan da hainbat eta hainbat ezagutza-esparruk eman dutena eskema-analitiko eta -operatibo simple batera ekartzen, batetik; bestetik, jarrera eta enfoke egokia definitu ditua mota guztietako antolakundeentzako: kanpotik barrurako jarrera behar dute antolakunde guztiek eraginkor izan nahi badute.

Jendearekin ahaztu egin gara

Jendea da abiapuntua, ez antolakundea bera. Badakit hau badakigula, baina badaikit praktikan hor dagoela gure akatsirik handienetakoa: jendearekin ahaztu egin gara.

Areago: herri mugimenduen kasuan jarrera hori ez da justifikatzen termino estrategikoetan bakarrik; ideologikoki ere hala behar du, sektarismoan erori nahi ez bada behintzat.

Ba al da marketinak erakusten diguna modu jator batean eta emankor batean erabiltzea herri mugimenduen ekintza kolektiboan geure ingurua aldatzeko?



Joseba Kamio

Marketinak eta komunikazioak asko eman dezakete, baina horretarako diziplina analitiko eta operatiboa behar dira, estrategiak konsistenteak izan daitezen denboran zehar. Bai, genio politikoa ere behar da, eta sormena, etengabe, baina hori ez da gure gaurko gaia. Lan-bolumena ere asko hazi daiteke, erronkaren arabera, eta horrek eki-poen berrantolaketa eska dezake.

Gure antolakundeetan estatusa irabazita daukaten pertsona eta lanbideen garrantzia erlatiboa berrikusteko adorerik ba al da inon? Nola definitzen dira gure antolakunde- lehentasunak, definitzen badira? Nago gehiago jarrita gaudela betetzera lortzera baino, orokorra baita helburu zehatzik gabeko herrigintza, hala makro nola mikro esparruetan.

Helburu peko jarduerak

Hauxe marketinak uzten digun beste irakaspen bat: helburupekoa izan behar du gure jarduera guztiak. Nola neurtu bestela egiten dugun lanaren balioa? Nola definitu bestela berrikuntza-lerroak? Nola antolatu formazioa? Gizartea militanteez osatutako masa amorfo gisa ikusten duenak ez du, jakina, gisako galderarik behar, baina beste guztiontzako hor daude gure erantzun guztiak. Izan ere, marketing ikuspegi jator batek ertzak maite ditu, pertsonen eta gizataldeen ezaugarri ezberdinak helduko ezin hobeak direlako haiekin konektatzeko estrategia pentsatu eta garatzeko tenorean.

Zein dira komunikazio estrategiak?

Euskalgintzak komunikazio-estrategiarik ez duela diote batzuek. Ez da egia; izan badu, bat baino gehiago gainera. Zein dira? Noiz-nola sortu ziren? Zein marko teorikoren gerizpean?

Zein da horietako bakoitzaren eraginkortasuna helburu eta xede-talde jakinekiko? Ez daki-gu. Gure komunikazio-estrategiak biluztuko bagenu, karga ideologikoa baztertuz, auke-ra txiki bat izango genuke gure jarduera osoa trinkotzeko, hainbat eraso indargabetzeko eta gizartean esparru berriak irabazteko.

Arazoaren ulermenetik ekintza transformatzailerara

Izan ere, marketina erlatiboa da, beste batekiko definitzen baitu borroka, ez absolutu batekiko. Hartara, soziolinguistika ez da nahikoa. Soziolinguistikak eman ditzake errealitatearen zertzelada batzuk, akaso arazoa ulertzeko zertzeladak emango dizkigu, baina nola igarotzen gara arazoaren ulermenetik ekintza transformatzailerara? Datuak ez baitira informazioa, eta ez dute egirik/gezurrik definitzen. Arrazoia ere ez da datuen arabera definitzen, arrazoia baita munduan hobekien banatu den ondasuna: bakoitzak badu berea.



“Ce que les gens perçoivent de leurs messages doit recevoir toute l’attention des luttes de mouvements populaires. La stratégie, l’objectif et la discipline étant indispensables pour travailler l’opinion publique”

Euskalgintzak jendearekiko aproximazio jatorrak behar ditu, apriorismorik gabea, eta ez du bere egia ideologikoa ezarri behar, ez oihuka ezta manifestazio jendetsuen kopurua arazoitzat hartuta. Ez behintzat horrela bakarrik. Hori baino sakonagoa da lana: herrigintza. Euskalgintzak pertsona eta jendarte-talde bakoitzaren egia topatu behar du euskarekiko, eta hortik lan egin. Zein dira egia horiek? Batzuk badira. Esaterako, jendea euskaldundu behar dela diogunean, ez gara konturatzen horrek jende asko eramango duela pentsatzera bere nortasun nazionalaren ukazioa ekarriko duela.

Ondo pentsatu: espainolek eta frantsesek ez dakite bere naziotasuna pentsatzen termino elebidunetan edo eleanitzetan. Alegia, zaila egiten zaie pentsatzea espainol edo frantses on bat izateko beste hizkuntza batzuk ikasi behar dutenik, horrek gizabanako gisa ere abantaila praktikoak ekarriko litzkien arren. Aitzitik, ohituta daude naziotasuna pentsatzera elebarkatasunean, batez ere espainolen kasuan. Beraz, marketinaren ikuspegi batetik, balazta hori gainditzeko premia dago, gure egia ideologikoa lau haizetara oihukatuta ere ez dugulako gisako jendea ekarriko, legearen indarra erabili arte behintzat, eta kasu horretan ere garaipen "praktikoa" lortuko genuke, ez ideologikoa.

Etsaiaren oinarri moral eta filosofikoak zulatu eta indargabetu

Eta, jakina, bada talde bat inoiz ekarriko ez duguna, eta horiei begira bat ere lanik ez da egin behar. Seguruena horien lana neutralizatzekeko estrategiak sortu beharko ditugu. Hartara, non daude euskaren aurka garatzen diren estrategien ibilbide mozteko estrategiak? Nola zatituko ditugu estrategia horien baitan gizentzen diren jendarte taldeak? Ez daude! Nonbait pentsatzen dugu borroka bat irabazi daitekeela etsaia ahuldu gabe, etsaiaren oinarri moral eta filosofikoak zulatu eta indargabetu gabe. Horren ordez euskalgintza aieneka aritzen da erasoak salatzen behin eta berriz, aktibismo defentsibo nekagarria josten ad infinitum. Zertarako salatu ordea? Salatu edo zulatu, horra hor kontu garrantzitsu bat euskalgintza eta beste gintza batzuentzako ere. Beraz, euskalgintzak taktikak behar ditu, eta bat ere ez du plazaratzen, nik dakidala. Bere komunikazio-lan bakarra egia ideologikoa zabaltzera mugatzen da: euskaldunak gara eta euskaraz jakin/hitz egin behar dugu. Kitto. Mezu edo estrategia hori balekoa da hainbatengana iritsi eta horiek mobilizatzeke, eta oso ondo dago hori, emaitzak ere begi-bistakoak direlako, baina ez du balio denengana iristeko une oro. Taktika soziolinguistikokoak behar dira, eta horien arabera komunikazio-estrategiak behar dira. Eta premiazkoa da hori egitea. Euskalgintza-ren marken arkitektura nahikoa anitza da estrategia ezberdinak garatzeko, unean uneakoak eta jendarte-talde ezberdinen arabera. Haatik, ematen du denok esaten dugula berdina, zuzentasun ideologikoaren izenean segur aski.

Donapaleuko hitzaldia berandu bukatu zen, eta hegoaldeko kaleumearen hainbat hari galdu egin ziren, iparralde hartan entzulerik topatu ez zutelako. Baina ondoko mokauen artean, bertako xeble batek honakoa bota zidan, eta ni poz-pezik eta esker onez joan nintzen handik: "Hitzaldiaren erdia nazkagarri iruditu zait, baina beste erdia oso interesgarria ematen du". Bada zerbaiz.



Herri mugimenduek pairatzen dituzten erasoak marketinean eta komunikazioan aditu direnen aholkupean antolatzen dira



Gaueko harrabotsak

Hiritarra

Ttirritten kri-kri, apo eta igelen kroa-kroa, hontzen huuuu eta beste iia-iia, tza-tza-tza... hainbeste dira arrats honetan entzun daitezkeenak!

Urrunxago ahateenak eta beste hegazti andana batenak... harrabotsak deskribatzen saia naiteke, ez baitut oihuen izenak ez eta hauen egileen izenak ere ezagutzen!

Hiritarra, bai pur-purra ni!

Hain harrigarria gertatu zait, gaur haurrak ohetik jeiki arazi baititut (fun-tsean ez ziren lo, zalapartan ari baikik, usaian bezala!) eta beharriak idekiz entzuteko erran diet.

Hastapenean bixtan dena, ez dute ulertu zertaz ari nintzen; deus ez zela entzuten erran didate biek.

Ba noski!

Gaur ez da deus entzuten, naturaren doinuak baizik ez! Eta ohartu dira. Une batez doi bat ikaratu da gazteena ere, oihu bitxi zenbait entzunez! Hori ezin zela abere batena izan. Eta nik baietz, baina ez ginela usatuak gaueko harrabotsen entzutera.

Eta ikusmena ere aldatu zaigu. Iluntasuna nagusitu da.

Ttipitako ene oroitzapenak kondatu dizkiet. Ttipian trenaren harrabotsa entzuten nuela tarteka (eta aparkalekura heldu zen autoreen batena), baina gehienetan kilkerren eta apoen kantuak baizik ez. Arrats honetan bezala.

Leihoak arras hetsirik aldiz, ohartu naiz etxeko hozkailuak aski harrabots egiten duela! Usaian kanpoko autoenarekin nahasten baita, zarata ez da hainbeste nabari.

Zinez hurrekin gaurko une honetaz gozatu nahi izan dut, ez baitakit errepikatuko denez.

Izan ere, bihar bukatuko baita dena.

Autobidearen zabaltze obra hauek duten alde baikor bakararra da: gauaz artetan autobidea moztu behar izaten dutela obren egiteko.

Eta kezkarriagoa oraino: zein heinetarainoko izanen ote da harrabotsa, autobidea hiru bideetara zabaldua izanen delarik?

□

LAURENT CAUDINE

Astobelarra / Le Grand Chardon
<http://astobelarra.over-blog.com>



Paroles d'écolos

Remettre l'humain dans la nature et la nature dans l'humain

Qu'est-ce que l'écologie ?

C'est la question que les éditions associatives Astobelarra / Le Grand Chardon proposeront

à la réflexion le samedi 14 mai à 17h00 à la librairie Elkar.

Aujourd'hui et de plus en plus, on parle d'écologie et des écologistes. Mais quid de l'écologie et des écologistes ?

En 2009 Astobelarra prenait l'initiative de lancer un appel. Nous proposons à qui voulait de nous écrire un texte qui parlerait de «*la nature qui est en nous et celle qui est à l'extérieur de nous*». Nous avons déjà le titre : «*Paroles d'écolos*».

Ensuite nous sommes allés au contact d'individus que nous connaissions pour leurs engagements politiques, littéraires, associatifs. 40 auteurs ont répondu à notre appel. 40 réflexions libres autour des thèmes de la nature et de l'écologie. Le résultat est un livre de 300 pages paru en décembre 2010.

Paroles d'écolos est un livre ouvert, non-exhaustif. Pour nous, la pensée écolo doit rester populaire, elle doit s'ouvrir à la discussion et être toujours en mouvement, toujours prompte à l'amendement et la remise en cause.

Dans ce livre, Fred Vargas, auteur de roman policier à succès ou Coline Serreau, cinéaste bien connue, côtoient Laurence Goyeneche, militante qui procure des soins aux animaux du côté d'Ustaritz ou Michel Vigneau agriculteur à la retraite à Buzy.

Problèmes écologiques et sociaux

Bien entendu, à Astobelarra, nous ne sommes pas neutres. Depuis 2006 nous ne nous ménageons pas notre peine pour faire entendre notre vision de la nature.

Pour nous, tous les problèmes actuels, qu'ils soient écologiques et même sociaux sont intrinsèquement liés aux relations que nous entretenons avec la nature.

Et plus précisément la nature sauvage, celle qui essaie d'échapper à la main de fer que la civilisation humaine exerce sur tout ce qui ne va pas dans le sens de son ordre mondial.

Fixer les limites

Cet ordre qui ne sait plus fixer les limites de son développement.

Les luttes pour la vie et la liberté sont notre priorité.

Il y a quelques jours, nous avons répondu à l'appel du CRAC (Comité Radicalement Anti-Corrída) pour associer notre nom à cette revendication de ne pas inscrire la corrida sur la liste des biens immatériels du patrimoine français.

Nous défendons l'ours, le gypaète et la grenouille verte.

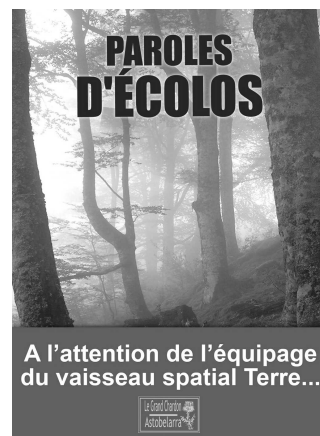
Nous voulons aussi lutter (au nom de cet idéal pour la vie et la liberté) contre une économie libérale destructrice responsable du gâchis généralisé dans lequel nous nous trouvons.

Le samedi 14 mai à 17h00 à la librairie Elkar, nous prolongerons la discussion autour du livre, en présence d'André Cazetien, écrivain, maire de la ville de Mourenx pendant 18 ans, combattant «*pour l'homme et pour l'ours*», Jean-Yves Deyris sociologue de formation, militant de l'éducation populaire et de l'écologie politique et enfin Daniel Labeyrie, chroniqueur littéraire.

Tous les trois, auteurs dans Paroles d'écolos, seront présents pour donner leur avis sur la question et le partager avec nous.

«*J'emploie ce terme vulgaire d'écolos – et non d'écologistes – pour rendre à ce mouvement son caractère populaire et spontané.*» Bernard Charbonneau dans «*Science dirigeante ou science dirigée ?*» - 1989

□



Locaux associatifs

Quelques pistes pour obtenir leur mise à disposition par la collectivité (Partie 1)

Obtenir la mise à disposition d'un local par la collectivité est un rêve pour de nombreuses associations.

Mais l'offre est souvent limitée, pas toujours adaptée et parfois monopolisée par certaines associations.

D'où la nécessité d'argumenter et de faire preuve d'imagination.

Avant peut-être d'engager un recours.

La collectivité n'est pas tenue de mettre à disposition un local pour une association.

Comme pour une subvention, à l'association donc de se montrer convaincante pour répondre aux critères plus ou moins mis en avant par la collectivité : son implication dans l'animation locale, le développement du lien social entre les habitants, la participation aux enjeux du territoire (accueil de la petite enfance ou des jeunes, services de proximité en faveur des personnes âgées ou des

publics fragiles, développement des loisirs et de la vie culturelle...) ou encore un projet de création d'emploi.

Lisez et analysez les documents municipaux (journaux, comptes rendus du conseil...) et montrez comment vous pouvez contribuer aux actions mises en place.

▼
"Galde bat
beti hobeki
entzuna da
molde argi eta zehatzean
egina delarik!"

Définir ses besoins

Une demande est d'autant mieux entendue par la collectivité qu'elle est précisément formulée.

Le local, par exemple, doit pouvoir répondre à l'utilisation que vous souhaitez en faire.

L'association a-t-elle besoin de bureaux, salles de réunion, de formation ou d'activité (arts plastiques, danse, théâtre, cuisine, couture...), d'une salle de spectacles ou d'expositions, ou simplement de lieux de stockage ?

Précisez vos demandes de branchements (électriques, téléphoniques, informatiques, WiFi...), d'isolation phonique (si besoin de confidentialité par exemple dans le domaine social) d'accessibilité, de sécurité...

Détaillez les durées et rythmes d'utilisation (en permanence, deux heures par semaine, ou seulement pendant les périodes scolaires).

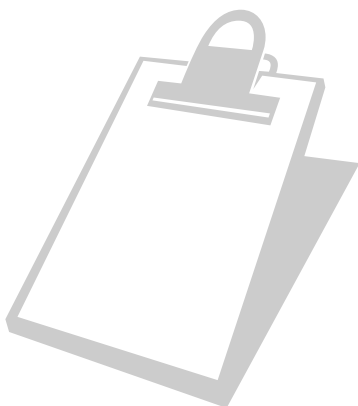
De nombreuses collectivités ont entrepris une rationalisation générale de l'utilisation de leurs locaux afin de faire correspondre l'offre à la demande.

Toutes les informations que vous leur transmettez permettront de mieux vous répondre et d'ajuster leurs critères. Et peut-être d'éviter par là même un refus.

(A suivre...)



L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



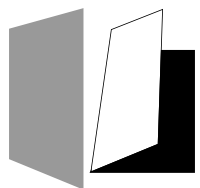
760 personnes ont assisté aux 11 conférences et réunions publiques...



et +de 200 personnes derrière la banderole «Dégage le capitalisme !» le 1^{er} Mai. Succès encourageant du Forum «Capitalisme : c'est par où la sortie ?»



ELA fêtera ses 100 ans le samedi 11 juin à Bilbo. Infos sur le bus d'Iparalalde au 05 59 25 65 52



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

défauts incorrigibles de la démocratie libérale. Et dans ce contexte, la déclaration de principes de notre syndicat (1976) prend tout son sens quand elle affirme qu’*“en désaccord total avec les mécanismes capitalistes et en tant qu’expression de la conscience collective des travailleurs basques, ELA œuvrera pour une société d’hommes et de peuples libres et responsables, qui se réalisera dans le socialisme”*.

Gouvernement autonome borné et en chute libre

La crise souligne également les limites de notre gouvernement autonome. Il est certain que les institutions comme les gouvernements d'Iruña ou de Gasteiz, que ce soit celui de Lopez ou auparavant d'Ibarretxe, ont accompagné, à leur façon plus ou moins volontariste, les politiques de l'Etat central en matière de formation, de santé professionnelle ou d'emploi. Mais en plus, la crise nous rappelle que les principaux outils d'intervention économique et sociale, comme la législation sur le travail, la sécurité sociale ou le contrôle du niveau d'endettement, sont laissés entre les mains du gouvernement central. Quand ce n'est pas le cas, les critères de ce dernier sont appliqués sans la moindre critique ou, dans le cas de la fiscalité, les gouvernements foraux concurrencent les politiques fiscales de l'Etat au bénéfice des entreprises et du capital. Soulignons que, de plus, dans ce contexte, on profite de la crise pour générer un état d'opinion favorable à l'amputation des statuts autonomiques au nom de la lutte contre l'inflation institutionnelle.

En ce qui concerne encore plus directement le monde du travail, les CCOO, l'UGT et la CEOE (Syndicats patronaux) sont à la veille de conclure un pacte sur la négociation collective dans le cadre du dialogue social espagnol. Cet accord ne va pas seulement appauvrir les travailleurs(es), il veut limiter le droit des syndicats basques majoritaires à négocier les conditions de travail en Euskal Herria, amputant ainsi l'un des rares cadres de décision des travailleurs et travailleuses basques.

Le dialogue social va non seulement servir de couverture aux politiques des gouvernements et marginaliser de façon grandissante le syndicalisme abertzale, mais aussi être un instrument d'uniformisation des relations professionnelles au niveau de l'Etat. Les mêmes organes de participation institutionnelle sont

instrumentalisés pour servir de couverture aux politiques du gouvernement. Ce qui s'est passé dans le CES de la Communauté Autonome du Pays Basque la semaine dernière —à propos du rapport sur l'évolution démographique devant justifier les mesures d'austérité— en est un parfait exemple.

Confrontation avec l'Etat

Le pacte d'Etat jouit, selon ELA, d'une excellente santé. Au-delà de querelles électorales, le gouvernement autonome fonctionne, de facto, à coups de reniements, de lois basiques, de pactes de gouvernabilité et de décisions politiques et administratives qui ne trouvent aucune réponse dans le milieu institutionnel basque, que ce soit de la part de ceux qui gouvernent, ou de la part de ceux qui ont vocation à le faire ou l'ont fait par le passé. Cet état de fait n'affecte pas seulement Euskal Herria. L'échec au Tribunal constitutionnel sur le statut d'autonomie de la Catalogne, déjà considérablement *“raborté”* avant même son recours, ne laisse pas de doute sur les possibilités d'un changement politique à partir du seul cadre institutionnel. Au contraire, les récentes consultations municipales organisées démontrent un grand exercice de pédagogie démocratique et participative qui a réussi à briser le tabou relatif au débat sur l'indépendance.

Malgré tout cela, chez nous, le gouvernement basque et le nationalisme institutionnel ont voulu donner de la valeur au cadre autonome en procédant à un transfert —amputé— des politiques actives pour l'emploi. Il est lamentable de constater qu'avec le temps qui passe, un tel transfert qui aurait été inacceptable par le passé apparaisse aujourd'hui comme une réussite.

Dans ce contexte, ELA considère que les stratégies suivies depuis la transition politique espagnole par les deux grandes familles du nationalisme basque pour avancer dans l'auto-gouvernance manquent désormais d'avenir. ELA croit qu'il est temps d'affirmer définitivement que seul le souverainisme offre des possibilités de succès, s'il est capable de rassembler démocratiquement pour affronter l'Etat et gagner la souveraineté. Cette union exige de nouveaux codes d'intervention pour définir des revendications minimales et communes, qui soient préservées des querelles partisans, légitimes mais contre-productives dans la confrontation avec l'Etat en vue du combat pour la souveraineté.

En Iparralde, la réforme des collectivités territoriales menace les quelques dispositifs comme le Conseil de développement et le Conseil des élus et souligne encore plus le problème crucial de l'absence d'existence institutionnelle du Pays Basque Nord. L'actualité politique vient ainsi donner encore plus de légitimité et d'appuis potentiels à la plateforme Batera et à sa revendication d'une collectivité territoriale spécifique pour Iparralde.

Dialogue et négociation pour la paix

ELA considère que dans la conjoncture actuelle, il faut donner de l'importance au processus en marche dans le secteur politique illégalisé, à ce processus unilatéral et au pari en faveur des voies exclusivement pacifiques et démocratiques que ce secteur a engagés.



ELA réproche l'insistance des deux gouvernements à rejeter les opportunités de paix, comme le cessez-le-feu d'ETA et la proposition de vérification internationale. Il s'agit d'une grande irresponsabilité, contraire au bien commun que les gouvernements devraient défendre.

ELA rejette aussi toute tentative d'ETA, passée, présente ou future, de prendre sous sa tutelle le processus politique ou d'y faire obstacle. ETA doit définitivement abandonner les armes. C'est ce que lui réclame la société basque.

Surtout, dans le cadre de ce scénario qui n'est pas exempt de complexité ni de difficulté, ELA pense qu'il est nécessaire de défendre à nouveau le dialogue et la négociation. Personne ne propose aujourd'hui, dans les diverses instances politiques et en relation avec le processus de normalisation, que ce dialogue ait pour objet des questions comme la territorialité ou le droit à l'autodétermination. L'objet de ce dialogue politique devrait être l'organisation d'une transition, qui sera dans tous les cas, difficile. Mener sur le chemin du vivre ensemble certaines trajectoires personnelles et collectives est l'une des conditions de base indispensables, mais pas la seule, de la réconciliation progressive et de la normalisation de notre peuple. Cette négociation construite sur le dialogue doit ouvrir des canaux efficaces aux parties en présence, leur permettant de sceller un scénario de paix définitif.

(A suivre)

Comité national d'ELA
18 avril 2011





50 ans dans le rétroviseur

Nous poursuivons ici la publication des réactions à la radioscopie des 50 dernières années en Iparralde sur nos quatre "Enbata spéciaux" n°2167, 2168, 2169 et 2170 sur la démographie, l'emploi, le logement et l'euskara. Vos contributions sont les bienvenues.

● Mikel Epalza, prêtre

Il y a 50 ans, j'en avais 15. Deux ans après, la revendication basque était proclamée entre une poignée d'«*enbata zikin*» dont je faisais partie. Mais, au sein de ce beau terroir d'Iparralde, une secousse tellurique va faire germer une vie extraordinaire. On ne cache plus sa «*basquitude*», on ne se résigne plus à mourir au pays, après avoir vécu ailleurs pour survivre. Durant 50 ans, les femmes et les hommes de ce pays se sont battus pour vivre, travailler, décider au pays et sauver l'euskara. Voilà que va éclore un printemps inattendu dans tous les domaines, du fronton à l'école, de l'église au bureau de vote, de la montagne à la mer, de l'atelier au commerce. Mon professeur de français de l'époque, l'abbé Pierre Lafitte, parlait de «*l'irrédentisme basque*», de ce qui fait qu'«*un basque n'est ni français ni espagnol; il est basque*» comme l'a écrit Vic-

tor Hugo. Alors, certes en 2011, les analyses approfondies révèlent des indicateurs inquiétants: manque flagrant d'Institution propre, manque de logements sociaux, insuffisance d'une politique de l'emploi notamment en direction des jeunes, état calamiteux du foncier qui nous rend «*étrangers*» chez nous, une répression qui ne baisse pas la garde, etc. Mais, il y a un indicateur que personne n'a en main et qui est, à mes yeux, le plus important: celui qui prend la mesure de l'âme basque, de l'extraordinaire énergie à vivre que dégage notre pays. Tous les bergers qui s'accrochent à leur montagne et à la qualité de leur fromage; partout les jeunes désertent la montagne sauf ici! Il y a bien une raison! Les milliers de jeunes qui passent 4 heures, sans broncher, au Jai Alai de St Jean de Luz pour le Bertsu txapelketa. Les enfants, les jeunes, les adultes qui apprennent l'euskara, sans parler de la bonne santé du chant, de la danse, du théâtre, de la littérature, de l'art, de la pelote, des médias basques. Les paysans qui font du compost et optent pour une agriculture qui tienne compte de l'avenir. Les jeunes qui reçoivent une formation professionnelles qualifiante comme la réussite d'ESTIA, de la Technopole Izarbel et des industries nouvelles. Les milliers d'emplois suscités par Hemen-Herrikoa. Les artisans qui de père en fils se transmettent leur savoir et s'unissent. Les circuits commerciaux nouveaux de terre et de mer où on échange des produits de qualité avec une gastronomie bien typée. Les milliers de jeunes qui grandissent à la fois comme euskaldun et citoyens du monde, grâce à Erasmus, à tous les jumelages et surtout à l'ordinateur. Les communes qui res-

“Il y a un indicateur que personne n'a en main et qui est, à mes yeux, le plus important: celui qui prend la mesure de l'âme basque, de l'extraordinaire énergie à vivre que dégage notre pays.”

tent debout parce qu'elles ont su se fédérer pour relever ensemble les défis de la chose publique. Les passionnés du patrimoine, de l'histoire et de la préhistoire. Sans oublier ceux qui choisissent la force non violente constructive malgré les vagues de la répression, les chaînes de soutien aux prisonniers basques, les actions en faveur des droits de l'Homme. Autant de paramètres qui expriment la santé et la vitalité de cette âme basque et bien d'autres encore que les amis lecteurs peuvent discerner.

Oui, je suis émerveillé de la capacité de créativité, de résistance pacifique du Pays Basque Nord depuis 50 ans! On a tout fait pour nous étouffer, nous réduire «*au gentil basque qui chante et danse aux pieds des Pyrénées*». Un peuple est en marche, les jeunes générations ont en eux une sève vivifiante, transfrontalière, joyeuse, besogneuse et surtout irréversible. Certes, il faut réviser les plans de logement, d'occupation foncière et d'emploi. Il faudrait aussi revoir la façon de faire de la politique pour que cette sève se greffe chez tous y compris chez les chômeurs et les blessés de la vie. Il y a dans ce peuple une belle énergie appelée à grandir qui réservera de belles surprises à ceux qui nous veulent couchés et non debout. C'est l'envie de se retrousser les manches, la confiance en nos forces et la solidarité qui aujourd'hui font germer l'espérance pour les 50 prochaines années.



Mikel Epalza

LGV

Par 32 pour, 3 contre et 17 abstentions, le Conseil général des PA vote 79 millions pour la LGV Tours-Bordeaux.

HORS de ses compétences territoriales, en soutien au privé Vinci, la majorité PS du Conseil général a voté sans avoir tous les documents en main, notamment la convention de concession. Ce vote est donc un chèque en blanc tant il sera difficile de ne pas voter la suite (Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne). Une partie de la droite s'est jointe au PS.

Et pourtant ils ne pouvaient ignorer que la région Poitou-Charentes de Ségolène Royal n'a pas voté, qu'Emmanuel lui-même soup-

çonne RFF de se constituer une cagnotte de 1,2 milliards sur le dos des collectivités publiques. Non seulement les conseillers généraux PS n'avaient pas toutes les pièces en main mais en plus ils ignorent totalement à quelle sauce ils seront mangés. Y aura-t-il une desserte Béarn? Peut être. Combien de TGV s'arrêteront à Bayonne, à Biarritz, à St Jean de Luz, à Hendaye? On ne sait pas répondre à la question mais on vote les yeux fermés... avec l'argent des contribuables.

Mieux, après avoir doctement expliqué que la

LGV est destinée à concurrencer la route on demande en contre partie du vote aveugle, des crédits pour la liaison routière Pau-Oloron.

Certains d'entre eux ont eu le culot de s'exhiber dans les manifs antiLGV (Ecenaro) et de voter le contraire à Pau. D'autres nous ont écrit pour nous assurer qu'avec «*conviction*» ils défendraient l'idée de l'utilisation des voies existantes pour aujourd'hui, «*avec conviction*», voter le contraire. Pour les associations opposées à la LGV, le vote de crédits pour la Tours-Bordeaux imminent depuis deux ans, n'est pas terminé, l'opposition au projet démentiel de LGV inutile et coûteuse continue.

Et ils savent bien, ceux qui aujourd'hui nous trahissent, que nous n'avons pas la mémoire courte.

Victor Pachon

Seaska interpelle le gouvernement

PRESQUE cinq ans que Seaska n'avait pas appelé celles et ceux qui soutiennent l'enseignement de l'euskara par immersion à la rescousse. C'est ce que la fédération des Ikastola d'Iparaldea a fait samedi dernier en convoquant enseignants, parents, élèves et amis à une manifestation pour

L'inspecteur d'académie Henri Masurie dont le nom restera pendant longtemps synonyme de l'intransigeance de l'Etat jacobin vis-à-vis des droits de ses minorités, avait décrété la fermeture de l'ikastola amikuztar pour «*imprécision des intentions pédagogiques dans l'enseignement du français*». Il dût plier devant

Paxkal Indo, Seaska doit assurer le financement de 17 postes d'enseignants sur ses fonds propres. Ce chiffre passera à 22 à la rentrée prochaine, mettant en danger l'équilibre financier de l'association. 150 enfants supplémentaires seront scolarisés dans les 29 ikastola maternelles et primaires en septembre prochain, venant s'ajouter aux 479 supplémentaires de ces cinq dernières années. Signe du désengagement progressif de l'Etat, seulement 13 postes supplémentaires d'enseignants ont été accordés en cinq ans. En ne prenant en compte que les enseignants payés par l'Etat, le taux d'encadrement s'élève à un enseignant pour 37 élèves. Ce qui pédagogiquement et même matériellement est inacceptable.

Pour compenser Seaska paie de sa poche les enseignants supplémentaires nécessaires à une bonne efficacité pédagogique 11 en 2009, 17 en 2010 et 22 à la rentrée prochaine, si l'Etat en reste là. Le déficit de la Fédération se creusera considérablement. Autant de raisons de ne pas abdiquer. «*Kasu Ikastolak kexu*», la banderole derrière laquelle se rangeaient les manifestants de samedi exprimait bien les raisons de la colère et l'urgence de la situation.



exiger de l'Etat les moyens pour accompagner son développement, dans un contexte où la défense de l'euskara passe par une augmentation du nombre de ses enseignants. Ils étaient près de 3.000 à arpenter les rues de Bayonne, derrière les joaldun, dans une ambiance comme toujours bon enfant mais empreinte de détermination. La manifestation n'aura pas manqué de rappeler aux têtes cheues ambulantes celle, plus imposante et grave du 1^{er} octobre 1977, en faveur de l'ikastola de Saint-Palais, qui fut la première d'une longue série qui ponctuera les quatre décennies passées.

la détermination des militants de l'euskara. Fort heureusement, la donne a changé depuis, notamment depuis la signature du contrat d'association avec l'Education nationale française, sous le ministère de François Bayrou, en 1994. D'agressions en manifestations, de négociations difficiles en lentes avancées, les rapports de Seaska avec l'Education nationale n'ont jamais été un long fleuve tranquille pour obtenir la reconnaissance de son modèle pédagogique d'enseignement immersif dans une filière complète, de la maternelle au lycée. Comme l'a souligné le président de Seaska,

ETA renonce à l'impôt

LA journée du 28 avril aura marqué un nouveau pas dans la consolidation de la trêve «*permanente, générale et vérifiable*» décrétée le 10 janvier par ETA. De deux sources distinctes, le patronat basque a révélé avoir reçu des lettres de l'organisation annonçant la fin des prélèvements exigés des patrons, autrement dit la fin de «*l'impôt révolutionnaire*». La nouvelle est cependant accueillie «*avec prudence*» par les intéressés, à cause, disent-ils, des «*espoirs déçus depuis cinquante ans*». Elle intervient également à un moment politique-clé, celui des élections du 22 mai. Les listes abertzale de gauche «*Bildu*» attendaient l'agrément du Tribunal suprême. Au 1^{er} mai, celui-ci a décidé leur interdiction.





L'illégalisation comme mode de "gouvernance"

● Xabi Larralde

L'ILLÉGALISATION de la gauche abertzale mise en place par le PP sous le gouvernement de J. M. Aznar est aujourd'hui utilisée par le PSOE comme un véritable mode de "gouvernance". C'est patent en Euskadi où le PSE a pu ravir la présidence par le biais d'une majorité espagnole qui s'est imposée grâce à l'éviction d'une frange importante de l'électorat abertzale. L'illégalisation constitue actuellement une pièce maîtresse du maintien du statu quo en Hegoalde. Ainsi, offrir l'opportunité d'une expression électorale forte au camp indépendantiste supposerait un profond chamboulement de l'échiquier politique, avec en perspective, une reconfiguration à terme de la donne institutionnelle actuelle. C'est là un des enjeux des élections locales du 22 mai. L'autre enjeu est évidemment lié aux possibilités de développement d'un processus de dépassement du conflit. Alors que va-t-il se passer à l'occasion de ces élections? La décision du tribunal suprême espagnol d'interdire à toutes les listes de Bildu de s'y présenter est tombée le week-end dernier. Or, faut-il le rappeler, Bildu est une coalition électorale portée juridiquement par EA et Alternatiba, c'est-à-dire par deux partis légaux jusqu'à aujourd'hui, dont l'un a été un parti de gouvernement en Euskadi jusqu'à récemment...

Cette décision représente en soi, un nouveau précédent grave car elle fait visualiser la possibilité de l'illégalisation d'un pan supplémentaire du camp indépendantiste basque... Cette décision sera-t-elle validée par le tribunal constitutionnel espagnol? On se dit à priori, que non, qu'ils n'iront pas jusque là... Mais ces dernières années nous ont montré que des pas inimaginables pouvaient bien être franchis et que des records pouvaient encore être battus en matière de répression et de négation des droits les plus élémentaires... A l'heure où les lecteurs d'*Enbata* liront ces lignes la position du tribunal constitutionnel espagnol sera connue, la messe sera dite... Mais j'anticipe un peu ce que pourrait être le scénario du pire pour souligner que si l'interdiction des listes de Bildu était avalisée cela impliquerait deux conséquences extrêmement graves pour la scène politique basque. Cela supposerait tout d'abord la "neutralisation" d'EA en tant que force électorale puisque des centaines de ses militants seraient frappés d'inéligibilité pour ces élections-ci mais aussi peut-être pour les suivantes. En effet, l'état d'exception en Hegoalde étant ce qu'il est, la pratique veut que des personnes ayant figuré dans des listes ou coalitions électorales "interdites" par le passé soient susceptibles de "contaminer"

“ L'interdiction définitive des listes de Bildu signifierait évidemment que l'Etat espagnol a décidé de rétrécir encore plus les possibilités d'action du projet indépendantiste dans l'espace politique.”

des listes présentées lors de scrutins suivants. C'est ce qui se passe ce coup-ci avec des dizaines et des dizaines d'élus municipaux d'ANV qui ont pourtant été élus en 2007 et ont effectué la totalité de leurs mandats. La seconde conséquence a trait évidemment aux possibilités de déroulé d'un processus de dépassement du conflit. Car fondamentalement, ce processus consiste à redonner l'exclusivité au champ politique de manière à configurer une modalité démocratique de résolution. Or, l'interdiction des listes de Bildu signifierait évidemment que l'Etat espagnol a décidé de rétrécir encore plus les possibilités d'action du projet indépendantiste dans l'espace politique, ce qui constituerait une décision totalement irresponsable au vue des pas franchis par la gauche abertzale ces derniers mois. A contrario, si le tribunal constitutionnel invalidait la décision du tribunal suprême pour autoriser les candidatures de Bildu, je ne doute pas que nous nous situerions alors à l'aune d'une nouvelle ère pour Euskal Herria.

Sur votre agenda

Maiatza:

- **Ortzirala 6an, ar.8.30, PAUSU** (Xaia ostatua). Kantu Afaria.
- **Vendredi 6, 21h, KANBO** (Salle de l'AIEC). Spectacle "Biribilketa, la plume noire" par Koldo Amestoy, conteur. Entrée 8 à 10 €.
- **Samedi 7, de 14h à 18h, BAIONA** (IUT). "Idéologie du Marché et vie quotidienne au travail", journée de réflexions et d'échanges avec Elsa Fayner et Philippe Cazals.
- **Samedi 7, 19h, URRUÑA** (Ikastola). Tournoi de Mus.
- **Vendredi 13, 20h30, SARA** (Salle Lurberri). Réunion d'information CADE / associations opposées à la LGV.
- **Vendredi 13, 14h, MILAFRANGA**. Visite d'une maison développement durable organisée par CPIE Littoral Basque.

Juztiziaren itxura, mendekuaren gustua



du da. Hego Euskal Herrian ospatuko diren herri hauteskundeak ezker abertzaleko zerrendarik gabe iraganen dira. Aitzin beste ezker abertzaleko alderdi batzuk ilegalizatuak izanaz ziren, azkenik Sortu, lehenago Batasuna, EHAK, ANV, AuB, Herritarren Zerrenda...

Zergatik bi gertakari horiek elkarri lotu? Biak justiziaren izenean adieraziak izan baitira. Baina biek mendekuaren gustu azkarra daukate. Oussama Ben Ladenek merezi zuen bere ekintzentzat jukatua izatea, aise pentsatzen ahal da ahalmen hori ez zaiola eskainia izan igande gau honetan. Bai Sortu alderdiak, bai Bildu koalizioak, aski garbiki azalduak zituzten behar ziren jarrerak. Espainiako Auzitegi Gorenak erabaki politiko bat hartu du, erabakiak ez baitu oinarri juridikorik. Behatzaileen eta kazetarien iduriko Obama amerikar lehendakariak, datorren hauteskundeak irabazteko pausu inportante bat egin luke Oussama Ben Ladenen hiltzarekin. Aski dira Espainol Alderdi Sozialistako buruzagien ihardukitzeak irakurtzea, ulertzeko Bildu koalizioaren debekatzea, Alderdi Popularraren beldurrez egin izan dela. Justiziatik aski urrun.

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
ELA Déclaration pour l'Aberri Eguna 2011 4 et 9
Seaska interpelle le gouvernement. 10
- **CAHIER N°2 «ALDA!»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr